

ENVIRONNEMENT

Le nouveau
«plan marketing
2008» sera
lancé demain

Le ministère de l'Aménagement du territoire de l'Environnement et du Tourisme, lance le nouveau «plan marketing environnement 2008 : mobilisation des citoyens». Par cette initiative, il s'agit de vulgariser la politique nationale en matière d'environnement et de faciliter l'évaluation des actions qui en découlent, selon un communiqué du ministère sus-cité. Dans le cadre de ce programme seront ciblés aussi bien les décideurs que les administrations, les organisations de jeunes, la société civile et les médias.

Des actions seront aussi programmées en direction de la population avec des opérations de sensibilisation spécifiques à chaque classe d'âge.

Le grand public pourra ainsi, selon le communiqué parvenu à notre rédaction, se tenir informé sur les questions environnementales.

Le nouveau plan marketing environnement sera présenté par M. Cherif Rahmani, ministre de l'Aménagement du territoire de l'Environnement et du Tourisme demain dimanche, au Palais des nations, Club-des-Pins.

Ce programme 2008, qui vise la protection de l'environnement et la promotion du développement durable, fait suite à celui lancé l'année passée qui selon ses initiateurs, a eu un impact certain sur l'état de l'environnement.

Selon les initiateurs du projet, l'impact est aussi et surtout social tel que les effets sur la santé de la population, la qualité du cadre de vie des citoyens et les performances des agglomérations.

Un appel est ainsi lancé aussi bien aux citoyens qu'aux collectivités locales qui doivent, selon le ministère de l'Environnement, s'impliquer de façon effective dans le nouveau plan marketing.

F.-Zohra B.

LE CHIFFRE NE REPRÉSENTE QUE LA PARTIE VISIBLE DE L'ICEBERG
90,5 milliards de dinars de transactions
sans factures en 2007

Répondant aux interpellations des députés dans un hémicycle quasiment vide, le ministre chargé des relations avec le Parlement, qui parlait au nom de celui du Commerce, a tenté d'expliquer la désorganisation que connaît le marché des produits de première nécessité.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) -

A un parlementaire qui lui demandait de clarifier le rôle «régulateur» de l'Etat, Mahmoud Khoudri a expliqué que les services du ministère du Commerce ne sont pas passifs face à la désorganisation du marché. Il en veut pour preuve, les 721 000 interventions des agents de contrôle qui ont rédigé 115 000 procès-verbaux, dont 107 000 ont été remis à la justice. Les services de contrôle ont signé 12 000 décisions de fermeture de locaux. Des opérations qui ont permis de découvrir que 90,5 milliards de dinars de transactions ont été effectuées sans factures. Appelé à répondre à une seconde question au sujet de la hausse des prix, Khoudri a tenté de convaincre un député très sceptique que cette tendance ne concerne pas seulement l'Algérie mais qu'elle est due à des augmentations au niveau des

marchés mondiaux. Pour expliquer au député tout «l'intérêt» que portait le gouvernement à ce sujet, le ministre a fait savoir qu'à chaque Conseil de gouvernement, Belkhadem consacre 15 minutes à des interventions des ministres du Commerce et celui de l'Agriculture, sommés de faire le point sur l'état des prix. Pas du tout convaincu, le député a longuement commenté la réponse de Khoudri, considérant que les mesures prises par le gouvernement n'ont eu aucun impact sur le vécu du consommateur, ce qui fera dire au ministre que la loi sur la concurrence réglera certainement le problème. Tayeb Louh a également été interpellé par deux députés au sujet du marché du travail et du régime des retraites. Le ministre du Travail a expliqué, en réponse à un élu qui ne comprenait pas pourquoi les deux années de service militaire n'étaient pas

comptabilisés au moment de la retraite, que la loi 83-12 régissant les départs à la retraite était claire et prévoyait que ces deux années soient comptabilisées pourvu que cela n'entre pas dans le cadre d'un départ volontaire ou d'une retraite anticipée, justifiant cette exception par les dépenses du système de retraite qui dépassent les 243 milliards de dinars.

Au député qui a demandé à Louh plus d'explications sur les événements qui ont secoué la ville

de Ouargla l'année dernière, le ministre a répondu que la commission d'enquête installée à l'époque est arrivée à la conclusion que les jeunes manifestants n'étaient pas tous motivés par le souci de trouver un emploi. «Pour être franc, je vous rappelle que nous étions en pleine période électorale», dira Louh, accusant, en termes à peine voilés, la sempiternelle main de l'étranger et celle de «certains» partis politiques.

N. I.

Le projet de code du travail finalisé

Le ministère du Travail a finalisé la mouture du nouveau code du travail. Tayeb Louh, qui a fait cette déclaration en marge de la séance des questions orales, a indiqué que le texte, qui comporte pas moins de 700 articles, est particulièrement axé sur «les principes de flexibilité du contrat de travail dans le cadre de la promotion de l'emploi, de la lutte contre le chômage et de la promotion de la compétitivité» afin de coller au plus près aux mutations qu'a connues le pays. Le ministre du Travail a indiqué que la copie sera discutée avec les syndicats au courant du mois de mars. Les syndicats autonomes avaient appelé le mois dernier à l'ouverture d'un débat sur ce code, craignant que les dispositions prévues ne représentent un recul en matière des libertés syndicales.

N. I.

ADHÉSION DE L'ALGÉRIE À L'OMC

Hanoune met en garde contre la disparition des entreprises nationales

La secrétaire générale du Parti des travailleurs (PT) Louisa Hanoune, a une fois encore, tiré à boulets rouges sur «ces émissaires européens qui viennent défendre les intérêts des multinationales américaines en Algérie».

Lotfi Merad - Alger (Le Soir) - Invité jeudi au forum de la Chaîne II de la Radio nationale, Louisa Hanoune a estimé que les problèmes économiques du pays ont été exacerbés «avec l'entrée en vigueur de l'accord d'association avec l'Union européenne qui a ouvert le marché algériens aux étrangers». Plus grave, elle prévient contre «la fermeture de plusieurs entreprises nationales déjà étranglées par les réformes dictées par les institutions financières internationales dès l'adhésion à l'OMC». Avec tout ce que cela comporte comme risques sur «la stabilité du pays». «Ce seront 144 pays qui profiteront du

marché algérien alors que nous exportons à peine 800 millions de dollars hors hydrocarbures», déplore l'invitée de la radio pour qui «il est nécessaire de protéger l'outil national de production». Refusant de se fier aux «excellents» indicateurs macroéconomiques affichés par l'économie algérienne, Louisa Hanoune évoque plutôt l'état de «détresse» qui s'est emparé de la société algérienne. Une détresse qui, selon elle, est alimentée par «la dilapidation de l'argent public et l'impunité». Citant l'exemple de l'Argentine qui, en 1998, a vu son économie s'effondrer en dépit des excellents indicateurs économiques affichés à l'époque, la porte-parole du PT mettra en garde contre «la rupture» qui peut se produire en raison du décalage entre les besoins du citoyen et la disponibilité d'énormes sommes d'argent dans les caisses de l'Etat. «Le simple citoyen va finir par se demander s'il est vraiment algérien», note-t-elle en appelant dans ce sens à l'augmentation du SNMG et les salaires pour élever le pouvoir d'achat du travailleur. «C'est bien que l'Etat inves-

tisse beaucoup d'argent dans les infrastructures, mais il doit aussi investir l'argent dans des projets créateurs de richesse pour permettre aux citoyens d'en profiter», soutient-elle. A propos de la révision de la Constitution, la SG du PT estime que l'urgence est dans «la préservation de la souveraineté et de l'unité de la nation». «La problématique ne se situe pas dans la limitation du nombre des mandats présidentiels, chacun est libre de se présenter aux élections mais plutôt dans la mise en place des conditions requises pour le déroulement d'élections libres dans lesquelles la décision reviendra au peuple», a-t-elle encore expliqué. A ce sujet, la première responsable du PT a déploré les tentatives d'ingérence de certaines puissances par le biais de leurs chancelleries en Algérie dans le débat sur la révision de la Constitution. Comme pour les autres pays africains tels que le Nigeria, «l'Algérie n'est pas à l'abri des projets impérialistes», rappelle Louisa Hanoune.

L. M.

60 000 CAS ONT ÉTÉ ENREGISTRÉS ENTRE 2005 ET 2007

La hantise des leishmanioses

«59 876 citoyens algériens ont été affectés par les épidémies de leishmanioses entre 2005 et 2007 dont 13 313 cas ont été déclarés durant l'année épidémiologique de 2007. Les populations les plus touchées sont celles des wilayas de Biskra, Batna et M'sila avec 70 % des cas déclarés dans plus de 40 wilayas.»

Ces chiffres, communiqués par le Pr Zoubir Harrat, parasitologue de l'Institut Pasteur d'Algérie, lors de son intervention à l'occasion de la journée d'information portant sur l'hygiène du milieu, organisée hier à Constantine par la SNC.BP/ENH-DOUDAH, une entreprise qui commercialise des produits phytosanitaires et d'hygiène publique, sont, on ne peut mieux, révélateurs de la recrudescence des problèmes de santé publique en Algérie.

Selon le Pr Harrat, cette forte croissance des leishmanioses en Algérie durant ces dernières années est due à «l'apparition de nouveaux foyers de la maladie à travers le territoire national, à cause, entre autres raisons, de l'ex-

pansion urbanistique immodérée».

De plus, les formes des leishmanioses existant en Algérie, souligne le Pr Harrat, sont des plus dangereuses surtout la leishmaniose viscérale qui cause beaucoup de décès et constitue un fardeau économique des plus lourds (si le traitement des affections cutanées coûte 6000 DA par malade, il coûte 60 000 DA pour les affections viscérales). En 2005, où 30 227 cas ont été enregistrés, la prise en charge épidémiologique des leishmanioses avait coûté 12 milliards de centimes en guise de traitement et 60 milliards pour l'achat de produits insecticides. «La prévention qui consiste en l'amélioration de l'environnement coûte largement moins cher puisqu'il n'existe pas de

vaccin pour ce genre d'épidémie», dira le professeur.

Il indiquera, par ailleurs, que la leishmaniose cutanée à Leishmania Killicki, découverte dans la ville de Ghardaïa en 2005, est une forme de leishmaniose nouvelle et unique au monde. Le hic, c'est que cette entité clinique, dont le réservoir et le vecteur restent jusqu'ici inconnus, est une maladie à transmission interhumaine contrairement aux autres formes de leishmaniose dont les vecteurs sont les rongeurs et les canidés (chiens, chacals...).

Une particularité épidémiologique qui fait d'elle une épidémie des plus dangereuses, selon l'orateur.

Ce parasitologue a précisé aussi que le nombre des entités cliniques de cette maladie, qui sévissent actuellement et posent un problème réel de santé publique en Algérie, est de l'ordre de quatre (3 formes cutanées et une forme viscérale). Il s'agit en plus de la leishmaniose cutanée à Leishmania

Killicki, la leishmaniose cutanée du Sud à Leishmania Major qui a pour réservoir les rongeurs (rats...) et qui connaît une propagation alarmante vers le nord du pays, la leishmaniose cutanée sporadique du nord à Leishmania Infantum qui a pour réservoir le chien domestique et enfin, la leishmaniose viscérale.

Cette dernière touche surtout les enfants en raison de leur faible immunité. 80 % des cas enregistrés sont recensés dans la Kabylie et du Constantinois (Tizi-Ouzou, Béjaïa, Jijel, Sétif et Constantine). Le taux de létalité est de l'ordre de 6 %.

Enfin, les leishmanioses, connues depuis le début du siècle dernier en Algérie et que l'on croyait quasiment vaincues se définissent comme étant «des affections parasitaires zoonotiques à large spectre clinique, provoquées par un protozoaire du genre Leishmania, transmis aux mammifères vertébrés par la piqûre infectante de la femelle d'un moucheron qui s'appelle Phlébotome». Les

larves de cette espèce d'insecte, qui se développent dans la terre, ont besoin du sang des mammifères pour grandir au moment où les adultes de ce moucheron qui assurent la nourriture aux larves se nourrissent des fumières des rongeurs, des feuilles de plantes en décomposition et également des ordures ménagères.

Il existe 700 espèces dans le monde dont 35 transmettent la maladie. En Algérie, il existe 22 espèces dont 3 transmettent la maladie.

Il convient de noter que cette journée d'information a été organisée à l'intention des collectivités locales.

Plusieurs thèmes liés notamment à l'hygiène du milieu ont été abordés et les différents conférenciers se sont entendus sur le concept de la lutte intégrée contre les épidémies répandues. Une lutte qui implique plusieurs acteurs et associe le citoyen dans l'amélioration de son cadre de vie.

L. H.